Communiqué de presse

Direction départementale des Finances Publiques :

Grande journée d'action dans les finances publiques le 14 mars pour dire non au démantèlement de notre administration

les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, FO DGFiP, CGT Finances Publiques et CFDT Finances Publiques exigent un changement de cap !

Depuis des années, la Direction générale des Finances Publiques (DGFiP) est la cible des politiques d'austérité. Ces choix ont conduit à la baisse continuelle des moyens à la fois budgétaires et humains (25 000 suppressions de postes en 10 ans, 40 000 depuis 2002) et l'augmentation des charges de travail (dont la mise en œuvre du prélèvement à la source). Elles entraînent restructurations et fermetures de services continuelles et une dégradation constante de la qualité des missions et des conditions de travail.

L'accélération des projets destructeurs avec la possibilité d'externalisation de missions, de réorganisations des structures avec la « géographie revisitée » du Directeur général, les suppressions massives d'emplois projetées de 10 000 à 30 000 en trois ans, la remise en cause des droits et garanties des fonctionnaires dans le cadre du projet de loi de transformation de la Fonction Publique, a amené les organisations syndicales à interpeller à la fois les responsables administratifs et politiques.
En effet, les dangers de tels projets doivent être dénoncés en termes de qualité de service public pour l'ensemble des citoyens et de dégradation de conditions de travail des personnels, dont le sens du service public et la conscience professionnelle sont largement reconnus.

Pour le moment, ces interpellations orales ou écrites sont restées sans réponse; notre ministre de tutelle, G. Darmanin, préférant s'épancher dans les médias pour dire que tout va bien à la DGFiP plutôt que de répondre aux demandes légitimes de dialogue social et de changement de cap formulés par les représentants des personnels.

Dans le département de Maine-et-Loire, ce sont plus de 200 emplois qui ont disparu depuis 2005, dans le même temps les trésoreries sont passées d'une quarantaine en 2000, à moins d'une quinzaine aujourd'hui. Objectif affiché, 9 à l'horizon 2020.
Quant à l'avenir proche, il promet du sang et des larmes, les suppressions d'emplois pour les 3 prochaines années pourraient être de l'ordre de 40 par an.
Si ces projets voient le jour, il n'y aura plus d'accueil physique pour le "grand public" comme actuellement, les contribuables seront livrés à eux-mêmes sur Internet.
De même, il n'y aura plus de possibilité de paiement en numéraire.
Un simple accueil sur rendez vous continuerait d'exister pour des dossiers sensibles.

Face à la surdité des responsables politiques et administratifs, **les organisations syndicales Solidaires, CGT, FO et CFDT des Finances Publiques** appellent l'ensemble des personnels à poursuivre et à amplifier la mobilisation entamée début janvier. Le mois de mars donnera l'occasion aux personnels de la DGFiP de faire entendre collectivement leurs revendications.

Les agents de la DDFiP sont appelés massivement à la grève le 14 mars et à se rassembler à la Cité administrative dès 8 heures. L'accueil du public risque d'être fortement perturbé ce jour-là.

Le 11 mars 2019